



# YOU ARE EUROPE

Barack Obama

You Are Europe





BARACK OBAMA

# You Are Europe

Préface de Nicole Bacharan

Traduit de l'anglais (États-Unis)  
par Marika Mathieu

**Éditions  
de La Martinière**

ISBN 978-2-7324-8097-8

© 2016 Éditions de La Martinière,  
une marque de la société EDLM

Le Code de la propriété intellectuelle interdit les copies ou reproductions destinées à une utilisation collective. Toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite par quelque procédé que ce soit, sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants cause, est illicite et constitue une contrefaçon sanctionnée par les articles L. 335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.

## Préface

### Barack Obama, l'Européen ?

par *Nicole Bacharan*

« Je m'adresse donc à vous, peuples d'Europe : n'oubliez pas qui vous êtes. Vous êtes les héritiers du combat pour la liberté. (...) Vous êtes l'Europe (...), guidée par les idéaux qui ont éclairé le monde, plus forte quand elle est solidaire. En allant de l'avant, vous pouvez être sûrs que votre plus grand allié et ami, les États-Unis, se tiendra à vos côtés, épaulé contre épaulé, aujourd'hui et pour toujours. »

C'est un homme venu de très loin, un homme portant dans ses veines l'histoire de l'Afrique, de l'Asie, de l'Amérique, mais non de l'Europe, qui prononce ces paroles inspirées, le 25 avril 2016, à Hanovre, et plaide la cause de l'unité du Vieux Continent, inséparable pour lui de la fidélité à l'Alliance atlantique. Un homme pourtant étranger au passé tragique de cette région si longtemps déchirée, et menacée aujourd'hui par de nouvelles forces de destruction. Dans les paroles

du président Obama, on peut entendre l'écho d'un appel mémorable aux mêmes aspirations, à la même unité, celui d'un grand Européen, Winston Churchill, le 19 septembre 1946, à Zurich :

« Si la grande république de l'autre côté de l'océan Atlantique<sup>1</sup> n'avait pas fini par réaliser que la ruine ou la mise en esclavage de l'Europe mettraient en jeu son propre destin, si elle n'avait pas offert son aide et ses conseils, les temps obscurs seraient revenus dans toute leur cruauté et leur misère... Il nous faut recréer la famille européenne, aussi large que possible, et lui donner une structure qui lui permette de vivre en paix, dans la sécurité et la liberté. »

L'union de l'Europe comme condition à la paix, l'alliance avec les États-Unis comme une nécessité pour la sécurité des deux continents... Winston Churchill avait tiré ces convictions de l'expérience tragique de deux guerres civiles européennes devenues guerres mondiales. Mais Barack Obama ? Retrouver aujourd'hui ces mêmes thèmes, presque la même urgence, dans la voix du président américain est, à première vue, un singulier paradoxe.

1. Churchill parle bien sûr des États-Unis d'Amérique.

Ce président-là ne s'est en effet jamais montré un pro-européen passionné, mais plutôt un ami distant, voire un peu impatient. Non qu'il n'ait mesuré l'importance de l'Alliance atlantique, mais il a parfois donné l'impression que, pour lui, celle-ci allait de soi, qu'elle ne nécessitait pas, de sa part, de soins particuliers, qu'elle était une chose acquise. Les États-Unis ne poursuivaient-ils pas leur coopération quotidienne avec l'Union européenne et les pays membres en matière de défense, de police, de renseignement, d'échanges économiques, technologiques, culturels ? Il n'était pas utile, pour Barack Obama, d'en faire davantage.

Plus encore, le président américain ne pouvait s'empêcher de marquer une certaine irritation à l'égard de l'Union, de ses complexités et de ses protocoles. Dès son arrivée à la Maison Blanche, il indiqua assez vite qu'il n'était pas là pour jouer les grands frères ou les baby-sitters chargés de dorloter les sensibilités continentales. Il manqua même quelques sommets qui lui semblaient – souvent à juste titre – plus destinés à produire de belles photos qu'à faire avancer sérieusement les dossiers. Et il rappela à maintes reprises le mécontentement américain face aux réticences des pays européens à payer l'écot attendu (2 % du PIB)



pour la défense commune. Il alla même jusqu'à les qualifier de *free riders* – des « resquilleurs ». Barack Obama se garda aussi d'afficher quelque sentiment un peu chaleureux ou tout signe d'amitié particulière envers les leaders européens, et se montra volontiers agacé devant les tentatives de certains pour récupérer une part de sa popularité ou gonfler leur rôle dans des interventions militaires où les Américains assumaient l'essentiel de la charge.

Il y eut plus symbolique, et, au fond, plus grave. En 2009, Barack Obama négligea de se rendre à Berlin pour célébrer les vingt ans de la chute du Mur, sur les lieux mêmes où, en 1963, John Kennedy avait solennellement affirmé : « *Ich bin ein Berliner !* » Certes, il y dépêcha sa secrétaire d'État, Hillary Clinton, mais quelle belle incarnation des valeurs démocratiques aurait représenté la présence du premier président noir américain, dans la capitale allemande réunifiée ! Une image qu'il a dédaignée... Le 11 janvier 2015, quand des millions de Français, leurs amis, leurs alliés, se sont rassemblés pour manifester leur attachement à la liberté et à la démocratie, on ne trouva, dans la foule des chefs d'État accourus témoigner leur soutien, ni le président américain – les impératifs drastiques de la

sécurité étaient, il est vrai, une explication suffisante à son absence – ni la haute silhouette d’Eric Holder, son ministre de la Justice, pourtant présent dans la capitale française le matin même. Une faute politique que ne put rattraper John Kerry, arrivé à Paris quelques jours plus tard. Non, ce supplément d’âme, ce je-ne-sais-quoi d’émotionnel, d’affectif, de sentimental qui est la fibre imperceptible mais essentielle du lien transatlantique, Barack Obama ne l’a pas partagé.

Et pourtant... Voici donc ce beau, cet émouvant discours que l’on lira dans les pages suivantes, cette magnifique déclaration d’amour à l’Europe, cette exaltation de nos valeurs démocratiques, celles des Lumières, que nous partageons des deux côtés de l’Atlantique et qui tissent notre histoire commune. Qu’est-il arrivé au président des États-Unis pour que, soudainement, à la fin de son mandat, il s’enamoure à ce point du Vieux Continent ?

Lorsqu’il arriva au pouvoir en 2008, l’homme qui avait suscité un engouement sans pareil en Europe – on parla d’une véritable « Obamania » – avait d’autres priorités que de cultiver la ferveur de son fan-club européen : il entendait s’extraire des bourbiers afghan et irakien, tendre la main au monde musulman, relancer

les relations avec la Russie sur des bases nouvelles, et surtout « pivoter » vers l'Asie. Lui, le premier président américain venu du Pacifique, était persuadé que l'avenir de son pays était à l'ouest, vers ce continent asiatique à l'incomparable dynamisme démographique, technologique, commercial. Il estimait qu'une Chine affaiblie ou en crise était bien plus redoutable qu'une Chine prospère, et pensait que le lourd endettement américain auprès de Pékin obligeait le créancier comme le débiteur à s'entendre, en dépit de tout. Une interdépendance, certes frustrante, mais bien réelle, qui devait permettre d'entamer un dialogue. Barack Obama ne négligeait cependant pas la nécessité de contenir les velléités agressives de la Chine en renforçant la présence militaire américaine dans la zone Asie-Pacifique et en resserrant les liens avec les pays formant un cordon autour de l'ancien empire du Milieu. Cap à l'est, donc, vers l'Asie. Et non pas vers l'Europe.

Pourtant, à chaque voyage en Asie, à chaque étape de la négociation du grand traité de libre-échange transpacifique, le président s'est vu retenu, entravé dans son ambitieux « pivot », rattrapé par les drames du monde, et singulièrement du Moyen-Orient, qui toujours, toujours, finissaient par le ramener... à l'Europe. Pas une

conférence de presse, pas une déclaration publique dans un pays asiatique où il ne dût donner son point de vue sur les printemps arabes, la chute des dictateurs, la montée de l'islamisme, le déferlement de Daech, la multiplication des attentats. Et pas une fois où ce tumulte moyen-oriental ne nécessitât une concertation avec les alliés européens.

Tous les projets de politique étrangère d'Obama furent donc peu ou prou pris en otage par la tourmente grondant des portes de l'Europe jusqu'en Asie centrale. Alors qu'il avait promis de mettre fin à la guerre en Afghanistan, il finit par se résoudre à y laisser une force certes réduite, mais avec une mission à la durée indéterminée – et pour cela, il avait besoin de l'Otan et des Européens. Avec son célèbre discours du Caire, il avait espéré – louable intention – offrir un rameau d'olivier au monde arabe, mettre fin aux malentendus de l'ère Bush, démontrer que les États-Unis n'étaient pas en guerre contre l'Islam. Las, plus d'un chef terroriste y vit la confirmation que ce jeune président n'aimait pas la guerre et qu'il hésiterait face à la confrontation : si les États-Unis sont faibles, alors, tout est permis, durent se dire certains. Obama accepta bien de soutenir l'intervention demandée par les Européens en Libye pour éliminer Kadhafi, mais

cette campagne éclair, sans présence militaire prolongée ni projet de *nation building*, fit peu à peu place au chaos et laissa au président américain un goût amer. Deux ans plus tard, il se déroba devant la ligne rouge qu'il avait lui-même tracée (la promesse de représailles si des armes chimiques étaient utilisées en Syrie), laissant le champ libre à l'influence russe et finalement à l'armée de Bachar el Assad. Cette fois, ce furent les Européens, et particulièrement les Français, prêts à l'action, qui se sentirent trahis.

Retrait américain d'Irak, passage éclair puis départ hâtif de Libye, refus de soutien efficace aux démocrates syriens (car il y en avait) : un appel d'air où s'engouffrèrent Daech, al-Qaïda et le front al-Nosra. En 2014, Barack Obama dut se résoudre à lancer des frappes aériennes en Irak et en Syrie à la tête d'une coalition de vingt-deux pays où figuraient au premier plan les armées française, britannique, allemande, belge, néerlandaise, danoise, espagnole, portugaise. L'Europe, une fois encore... Le rôle militaire des pays du Vieux Continent n'est peut-être pas fondamental – le Pentagone est responsable de quelque 90 % des frappes – mais leur présence est politiquement indispensable : car il est question, non d'une guerre américaine, mais d'une lutte des démocraties (auxquelles

il faut bien que s'adjoignent quelques théocraties locales elles aussi menacées par Daech...) contre la barbarie. Sachant que les combats ne seraient pas clos à la fin de son second mandat, il ne restait plus à Obama qu'à tenter un dernier pari : pousser l'Iran à renoncer à son arsenal nucléaire et l'inciter à jouer un rôle positif dans cette région explosive. Un défi sur lequel repose désormais l'héritage du président en politique étrangère et dont on ne connaîtra pas le résultat avant bien des années, mais qu'il n'aurait pas pu entreprendre sans le soutien européen, une fois encore, qui lui fut apporté à la fois à la table des négociations mais aussi à travers la mise en place de sanctions efficaces à l'ONU. Barack Obama dut bien se rendre à l'évidence : il devait compter sur cet allié multiforme et indiscipliné appelé Europe.

Mais voilà que les Européens eux-mêmes, ces exaspérants et pourtant incontournables « resquilleurs », se trouvaient à leur tour menacés directement : à leurs limites orientales, par les nouvelles visées russes ; à l'intérieur de leurs frontières, par les attentats terroristes et par l'arrivée massive de réfugiés fuyant les conflits sanglants d'Afrique et du Moyen-Orient, et que l'Europe ne savait pas – ou ne voulait pas – intégrer.

On ignore si Barack Obama espéra un moment qu'en Russie le président Medvedev constituerait un interlocuteur plus coopératif, mais, à l'évidence, le retour à la présidence en 2012 de Vladimir Poutine montra bien que le pouvoir n'avait, en réalité, jamais changé de main. Était-ce l'affaire de la « ligne rouge » en Syrie qui conforta Poutine dans l'idée que son homologue américain fléchirait devant ses ambitions ? En tout cas, le nouveau tsar russe n'hésita pas à envoyer ses troupes masquées<sup>1</sup> en Ukraine, à multiplier les incursions agressives face aux avions de l'Otan en mer du Nord, à s'inviter dans le conflit syrien, à tenter un rapprochement direct avec l'Iran. Là aussi, Obama dut faire bloc avec les Européens pour s'efforcer, à coups de sanctions économiques et de renforcement de la présence militaire américaine, de bloquer les avancées russes. À charge pour lui de rassurer la Pologne et les Pays baltes quant à l'engagement sacré de l'Otan à appliquer, le cas échéant, le devoir d'assistance défini par le fameux article 5 : toute agression contre un pays membre doit être considérée comme une agression contre l'Alliance atlantique tout entière. Rappelons que cet article 5 ne fut appliqué qu'une seule fois :

1. Les troupes pro-russes portaient des uniformes anonymes.

2001, quand, au lendemain du 11-Septembre, tous les pays membres, comme un seul homme, apportèrent leur soutien aux États-Unis. Au cours de ses quelque soixante-dix ans d'histoire, l'Alliance a connu bien des tensions, bien des crises (la plus grave, en 2003, au moment de la guerre d'Irak) ; elle sut toujours, nécessité faisant loi, resserrer les rangs.

Mais, aujourd'hui, cette Alliance atlantique ne risque-t-elle pas de se lézarder dangereusement, moins à cause des attaques extérieures que des forces centrifuges qui poussent l'Europe vers l'implosion ? La démagogie des politiques chargeant « Bruxelles » de tous les maux, la bureaucratie tatillonne accablant les citoyens de réglementations de plus en plus mal comprises, la colère des laissés-pour-compte de la mondialisation, la peur légitime des attentats terroristes, les ressentiments attisés par les flux de réfugiés et de déshérités... Tout cela favorise la montée de mouvements populistes, xénophobes, autoritaires et anti-européens.

Barack Obama a su tirer les leçons de ses mésaventures étrangères. Pour toutes ces raisons, il réalise plus clairement encore que, frustrations ou pas, « resquilleurs » ou pas, l'alliance avec une Europe paisible, prospère, et donc unie, est fondamentale pour l'équilibre du



monde et essentielle pour assurer un point d’ancrage démocratique à une planète en folie, tâche immense que les Américains ne pourraient remplir seuls. La conclusion est simple : une désintégration de l’Europe serait – à nouveau – une terrible menace pour la sécurité des États-Unis. Voici donc le président américain, après Churchill, contraint de rappeler aux Européens leur propre histoire, leurs longs combats, leurs grands principes. Et il le fait ici avec panache.

Ce faisant, Barack Obama s’inscrit en faux contre ce vieux préjugé européen selon lequel les États-Unis auraient toujours considéré l’intégration européenne comme la montée d’un rival potentiel et auraient systématiquement tenté de la torpiller. L’histoire prouve le contraire. Souvenons-nous : l’embryon de l’Union naquit en juin 1947 avec le plan Marshall que les États-Unis proposaient pour soutenir la reconstruction de tous les pays européens dévastés par la guerre et qui fut organisé à l’échelle de l’Europe de l’Ouest, alors que les pays de l’Est se retrouvaient prisonniers derrière le rideau de fer. En 1948, ce furent les Américains qui assurèrent la survie de Berlin Ouest isolé en mettant en place le pont aérien. En 1949, ce furent eux, encore, qui offrirent de signer le Traité de l’Atlantique Nord

où ils s'engageaient à mettre, si nécessaire, toutes leurs forces dans la défense de l'Europe. La même année, ils soutinrent l'avènement du Conseil de l'Europe. En 1950, quand la France, inquiète devant le projet de réarmement de l'Allemagne, proposa de l'encadrer dans une Communauté européenne de défense, elle reçut là aussi l'appui américain, et ce fut le Parlement français qui rejeta l'infortunée CED<sup>1</sup> en 1954. Les Américains soutinrent également la naissance de la Communauté européenne du charbon et de l'acier en 1951 et celle du Marché commun en 1957, tout comme les élargissements successifs des années 1970 et 1990... Et pendant toute la guerre froide, l'Europe et les États-Unis – l'alliance des démocraties de l'Ouest –, jouèrent un rôle central dans les efforts de gouvernance mondiale (ONU, Banque mondiale, FMI), certes imparfaits et incomplets mais néanmoins moteurs d'une expansion économique qui profita à bien des pays et à bien des citoyens. En somme, Barack Obama se rallie à la longue tradition de la coopération démocratique et atlantique.

Aujourd'hui, alors que l'Europe menace de se défaire à coups de Brexit et de diatribes nationalistes à courte

1. Communauté européenne de défense.

vue, alors que certains rêvent de voir le Vieux Continent à nouveau hérissé de frontières hostiles, écoutons donc ce président américain de bonne volonté, cet « étranger », comme il le dit lui-même, qui nous rappelle nos valeurs communes de liberté et de démocratie. Il nous invite à ne pas oublier que l'Europe fait rêver les déshérités du monde ; qu'elle est, comme les États-Unis, ce continent où l'on a proclamé l'égalité entre les hommes et les femmes, et l'égalité des sexualités. Certes, quand il nous invite à intégrer promptement les ethnies et les religions, il a la conviction que la liberté de culte à l'américaine est le modèle supérieur à suivre, celui sur lequel devrait notamment s'aligner la laïcité à la française. Comme nombre de ses compatriotes, il ne mesure pas les raisons historiques de cette tradition continentale, pas plus que la pression fondamentaliste qui la menace.

Des discordances s'expriment aussi sur le libre-échange, contesté en Europe et même aux États-Unis, alors que Barack Obama y voit toujours un facteur incomparable de croissance, qu'il souhaite concilier à une lutte efficace contre les inégalités.

Mais tensions et incompréhensions sont le lot normal d'une alliance forte, à charge pour ses membres de les explorer et de les dépasser. Elles ne nous dispensent

nullement d'écouter la leçon fondamentale de l'Histoire que Barack Obama vient nous rappeler : la liberté est notre bien le plus précieux, elle est menacée aujourd'hui comme hier, il nous appartient d'en comprendre le sens et le prix, et de la défendre.

Si nous ne voulons pas voir revenir « les temps obscurs » évoqués par Churchill, laisser le champ libre aux vieux démons qui déchirèrent notre chère vieille Europe pendant des siècles, il n'y a pas d'autre voie possible, comme le dit si brillamment Obama, que de défendre notre liberté, « épaule contre épaule, aujourd'hui et pour toujours », ensemble et unis.

do something.” Just that human impulse to help. And I think of the refugee who said, “I want to teach my kids the value of working.” That human impulse to see the next generation have hope. All of us can be guided by the empathy and compassion of His Holiness, Pope Francis, who said “refugees are not numbers, they are people who have faces, names, stories, and [they] need to be treated as such.”

And I know it may seem easy for me to say all this, living on the other side of the ocean. And I know that some will call it blind hope when I say that I am confident that the forces that bind Europe together are ultimately much stronger than those trying to pull you apart. But hope is not blind when it is rooted in the memory of all that you’ve already overcome – your parents, your grandparents.

So I say to you, the people of Europe, don’t forget who you are. You are the heirs to a struggle for freedom. You’re the Germans, the French, the Dutch, the Belgians, the Luxembourgers, the Italians – and yes, the British – (applause) – who rose above old divisions and put Europe on the path to union.

You’re the Poles of Solidarity and the Czechs and Slovaks who waged a Velvet Revolution. You’re the Latvians, and Lithuanians and Estonians who linked

hands in a great human chain of freedom. You're the Hungarians and Austrians who cut through borders of barbed wire. And you're the Berliners who, on that November night, finally tore down that wall. You're the people of Madrid and London who faced down bombings and refused to give in to fear.

And you are the Parisians who, later this year, plan to reopen the Bataclan. You're the people of Brussels, in a square of flowers and flags, including one Belgian who offered a message – we need “more.” More understanding. More dialogue. More humanity.

That's who you are. United, together. You are Europe – “United in diversity.” Guided by the ideals that have lit the world, and stronger when you stand as one.

As you go forward, you can be confident that your greatest ally and friend, the United States of America, stands with you, shoulder-to-shoulder, now and forever. Because a united Europe – once the dream of a few – remains the hope of the many and a necessity for us all.

(Applause.)